

DELIBERATION N° DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 15 mars 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- VU** l'arrêté du 6 janvier 2014 portant application des articles 22 et 138 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, relatifs à l'encaisse des comptes publics, des régisseurs et des trésoriers militaires,
- VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU** la délibération n° 18/023 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 janvier 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif à créer, supprimer ou modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Collectivité, dont le montant de l'avance pouvant être consentie ou dont le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est inférieur à 150 000 €,
- VU** l'avis conforme du Payeur de Corse en date du 20 mars 2018,

CONSIDERANT l'urgence de maintenir l'exploitation de l'établissement thermal de Petrapola, propriété de la Collectivité de Corse, pour l'année 2018 en régie administrée par un Conseil d'exploitation,

SUR rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

SUR rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

ARTICLE PREMIER :

Il est institué une régie de recettes auprès du service Etablissement thermal de Petrapola de la Collectivité de Corse.

ARTICLE 2 :

Cette régie est installée à Etablissement thermal de Petrapola - 20243 Isolacciu di Fium'orbu.

ARTICLE 3 :

La régie fonctionne du 31 mars 2018 au 31 mars 2019.

ARTICLE 4 :

La régie encaisse les produits suivants :

- 1° : tarification pour soin hydrothérapie RH3 ;
- 2° : soins bien être ;
- 3° : accessoires liés à l'activité.

ARTICLE 5 :

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1° : chèques ;
- 2° : cartes bleues ;
- 3° : Espèce ;
- 4° : Virement bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures.

ARTICLE 6 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 4 est fixée dans un délai de 60 jours.

ARTICLE 7 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DRFIP de Corse-du-Sud.

ARTICLE 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 200 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 :

Le montant maximum de l'encaisse consolidée que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 €.

ARTICLE 10 :

Le montant maximum de l'encaisse en monnaie fiduciaire que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 500 €.

ARTICLE 11 :

Le régisseur est tenu de verser auprès du Payeur de Corse le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint l'un des maxima fixés aux articles 9 et 10 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 12 :

Le régisseur verse auprès du Président du Conseil exécutif de Corse la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

ARTICLE 13 :

Le régisseur - est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 :

Le régisseur - percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 :

Le Président du Conseil exécutif de Corse et le Payeur de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 17 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif à prendre toute décision facilitant le respect des dates de l'exploitation de l'établissement ainsi décidées.

ARTICLE 18 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI